

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Jocelyne Montreuil MBA, CPA, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Saint-Eustache pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

Signature

 MBA, CPA

Date

06/05/2025

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	29
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	30
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	31
Situation financière par organismes	32
Charges par objets	33
Excédent (déficit) accumulé	34
Avantages sociaux futurs	38

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	46
Analyse des charges consolidées	58

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres du conseil de Ville de Saint-Eustache

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de Ville de Saint-Eustache (la « Ville »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2024 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences éventuelles du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Saint-Eustache au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Dans le cadre de l'application au 1^{er} janvier 2023 du chapitre SP 3280 « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, la Ville a comptabilisé, au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2024, un passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations. Nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et adéquats en ce qui concerne le montant comptabilisé de 408 000 \$ au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2024 et les informations fournies sur les obligations. Par conséquent, nous n'avons pas pu déterminer si des ajustements pourraient devoir être apportés aux immobilisations, au passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2024, à l'excédent (au déficit) de l'exercice et aux flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement ainsi qu'à la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et aux informations fournies sur les obligations pour les exercices clos les 31 décembre 2023 et 31 décembre 2024. Nous avons donc exprimé une opinion d'audit modifiée sur les états financiers consolidés des exercices clos les 31 décembre 2024 et 2023, en raison des incidences éventuelles de cette limitation de l'étendue des travaux.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Observations - informations comparatives non retraitées

Nous attirons l'attention sur la note 3 des états financiers consolidés, qui indique que la Ville a adopté le nouveau chapitre SP 3400, « Produits » le 1^{er} janvier 2024. Ce nouveau chapitre a été appliqué prospectivement et, en conséquence, les montants comparatifs sont présentés conformément aux méthodes comptables appliquées par la Ville avant l'adoption de ce nouveau chapitre.

Observations - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23. Elles portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Informations autres que les états financiers consolidés et le rapport de l'auditeur sur ces états

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des faits saillants contenus dans le rapport du maire, mais ne comprennent pas les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états. Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Nous avons obtenu les faits saillants avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur les autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans celles-ci, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

MNP S.E.N.C.R.L., s.r.l./LLP

3131, boulevard Saint-Martin Ouest, bureau 400, Laval (Québec) H7T 2Z5

Tél : 514.343.5247 Téléc : 514.739.2785

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

MNP SENCRL, s.r.l.

MNP S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Laval (Québec)
Le 6 mai 2025

¹ Par CPA auditrice, permis de comptabilité publique n° A136298

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	80 925 150	80 889 139	76 711 847
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 006 230	1 998 706	1 933 336
Quotes-parts	3			
Transferts	4	5 042 310	9 835 857	11 155 652
Services rendus	5	6 935 103	7 774 157	6 501 769
Imposition de droits	6	5 801 360	9 013 968	10 174 505
Amendes et pénalités	7	2 649 800	2 583 060	2 577 960
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	1 135 000	2 331 455	2 262 671
Autres revenus	10	2 550 680	1 893 301	3 208 089
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	107 045 633	116 319 643	114 525 829
Charges				
Administration générale	14	16 268 751	15 665 903	13 698 960
Sécurité publique	15	22 562 597	23 959 481	22 392 063
Transport	16	16 997 273	21 379 766	21 119 436
Hygiène du milieu	17	16 511 967	22 414 975	19 144 067
Santé et bien-être	18	256 918	286 780	246 448
Aménagement, urbanisme et développement	19	5 337 093	4 705 327	4 834 587
Loisirs et culture	20	16 966 102	16 823 473	15 876 677
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	3 463 730	3 135 549	2 814 602
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	98 364 431	108 371 254	100 126 840
Excédent (déficit) lié aux activités	25	8 681 202	7 948 389	14 398 989
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		235 292 834	220 893 845
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		235 292 834	220 893 845
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice				
	29		243 241 223	235 292 834

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	11 765 226	8 068 157
Débiteurs (note 5)	2	39 997 242	47 736 283
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	10 513 128	15 455 578
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7	374 667	255 415
	8	62 650 263	71 515 433
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	25 785 377	22 229 928
Revenus reportés (note 11)	12	3 307 898	4 579 344
Dette à long terme (note 12)	13	105 197 885	106 735 124
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	678 512	1 267 685
Autres passifs (note 14)	15	658 175	589 608
	16	135 627 847	135 401 689
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(72 977 584)	(63 886 256)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	311 116 789	295 870 513
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	3 572 256	1 569 978
Stocks de fournitures	20	992 093	917 277
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	287 494	639 714
	23	315 968 632	298 997 482
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	242 991 048	235 111 226
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	243 241 223	235 292 834
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26	(250 175)	(181 608)
	27	242 991 048	235 111 226

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	8 681 202	7 948 389	14 398 989
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)(	30 561 393)(	25 660 709)
Produit de cession	3		145 704	404 900
Amortissement	4	14 370 000	15 211 448	14 355 685
(Gain) perte sur cession	5		(43 962)	(275 991)
Réduction de valeur / Reclassement	6		1 927	10 630
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	14 370 000	(15 246 276)	(11 165 485)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		(2 002 278)	(280 126)
Variation des stocks de fournitures	10		(74 816)	(71 410)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		352 220	(363 472)
	13		(1 724 874)	(715 008)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		(68 567)	(181 608)
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	23 051 202	(9 091 328)	2 336 888
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(63 886 256)	(66 223 144)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(63 886 256)	(66 223 144)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(72 977 584)	(63 886 256)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	1	(181 608)	
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :			
Dérivés	2	(68 567)	(18 506)
Placements de portefeuille	3		
Autres			
▪ Solde au début de l'exercice, adoption initiale	4.1		(163 102)
Montants reclassés dans l'état des résultats			
▪	5.1		
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	6	(68 567)	(181 608)
Autres éléments du résultat étendu présentés par les entreprises municipales	7		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	8	(250 175)	(181 608)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	7 948 389	14 398 989
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	15 211 448	14 355 685
Autres			
▪ Produit cession/gain cession immo et placement/fond stationnement	3.1	(36 029)	(141 534)
	4	23 123 808	28 613 140
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	7 739 041	(5 472 183)
Autres actifs financiers	6	(119 252)	235 494
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	3 555 449	(1 823 513)
Revenus reportés	8	(1 271 446)	1 397 952
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9	(589 173)	(712 375)
Propriétés destinées à la revente	10	(2 002 278)	(280 126)
Stocks de fournitures	11	(74 816)	(71 410)
Autres actifs non financiers	12	352 220	(363 472)
	13	30 713 553	21 523 507
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	30 561 393) (	25 252 709)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	145 704	404 900
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 (	) (	)
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(30 415 689)	(24 847 809)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 (	133 516) (	133 516)
Remboursement ou cession	20	69 960	
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 (	) (	15 000 000)
Cession	22	5 000 000	
	23	4 936 444	(15 133 516)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	20 084 000	18 039 000
Remboursement de la dette à long terme	25 (	21 565 932) (	19 712 323)
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(55 307)	(20 328)
Autres			
▪	28.1		
	29	(1 537 239)	(1 693 651)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	3 697 069	(20 151 469)
Solde déjà établi	31	8 068 157	28 219 626
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	8 068 157	28 219 626
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	11 765 226	8 068 157

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Saint-Eustache est un organisme municipal existant en vertu de la *Loi sur les cités et villes* de la province de Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé présentée aux pages S15 et S23.

L'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de l'administration municipale. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable.

a) Périmètre comptable

. L'Association du sport et du plein air de Saint-Eustache inc. (A.S.P.A.), organisme à but non lucratif. La méthode de consolidation ligne par ligne est utilisée.

. La Société de Développement de Saint-Eustache (SODESE), organisme à but non lucratif. La méthode de consolidation ligne par ligne est utilisée.

b) Partenariats

S.O

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés de la Ville de Saint-Eustache, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des réclamations en justice, les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs, la valeur de remplacement des stocks, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, les OMHS et la juste valeur des instruments financiers dérivés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville et de ses organismes contrôlés est de présenter, dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Placements de portefeuille

Lorsqu'un placement de portefeuille évalué au coût ou au coût après amortissement subit une moins-value durable, la valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value. La réduction de la valeur comptable est prise en compte dans les résultats de l'exercice et ne fait pas l'objet d'une reprise.

Pour déterminer s'il existe une moins-value durable, l'organisme municipal tient notamment compte des facteurs suivants :

- la durée et l'importance de la baisse de la juste valeur par rapport au coût,
- les jugements d'experts et d'approches fondées sur des modèles tenant compte des conditions économiques actuelles,
- la situation financière et les perspectives de rentabilité propres aux entités émettrices.

D) Passifs

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs, terrains de jeux et espaces naturels, du fonds de réfection et d'entretien de certaines voies publiques et du fonds d'infrastructures (contributions de promoteurs) sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état consolidé des résultats lors de leur utilisation.

Passif: Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (chapitre SP 3280)

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par l'organisme municipal en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale.

L'organisme municipal comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, l'organisme municipal est tenu de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

Stocks de fourniture

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation.

Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers consolidés.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût.

Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative. Elles sont amorties selon les méthodes de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures : 5 à 40 ans

Bâtiments : 40 ans

Véhicules : 8 à 20 ans

Ameublement et équipement de bureau : 1 à 10 ans

Machinerie, outillage et équipements divers : 7 à 20 ans

Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

L'amortissement est porté en réduction de l'investissement net dans les éléments d'actifs à long terme.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économique futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur nette comptable, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Frais payés d'avance

Les frais payés d'avance représentent des déboursés effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville et ses organismes contrôlés bénéficieront au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Villes et ses organismes contrôlés bénéficieront des services acquis.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

F) Revenus

Revenus autres que les revenus de transferts

Les revenus autres que les revenus de transferts sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Ces revenus sont comptabilisés selon les critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception général et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.
- Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.
- Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.
- Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.
- Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.
- Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'un plaidoyer de culpabilité est signifié, lorsque le délai de contestation est échu ou lorsqu'un jugement de la cour devient exécutoire.
- Le produit de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert.
- Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers, que le prix est déterminé ou déterminable, qu'il y a une preuve de l'existence d'un accord et que le recouvrement est raisonnablement certain.
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

Revenus de transferts

Les revenus de transfert sont constatés et comptabilisés à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés et est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur. Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux, des pompiers et des brigadiers auxquels participe la Ville sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment les avantages complémentaires de retraite comme l'assurance vie offerte aux retraités cols bleus et cadres, l'allocation de préretraite et de prime de rétention offerts aux employés cadres.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionné le 5 décembre 2014 (« la loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2024 selon la méthode de la valeur lissée 5 ans pour le régime complémentaire de retraite des employés cols bleus et cols blancs et selon la valeur lissée 3 ans pour les régimes complémentaire de retraite des cadres et des policiers.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :

À titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées: sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. Le solde a été amorti en totalité en 2023.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement:

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le financement à long terme des activités de fonctionnement est amorti au fur et à mesure du remboursement en capital.

La part des frais d'émission de la dette à long terme financés à long terme et inscrits à titre de frais reportés, qui n'a pas encore été imputée aux activités de fonctionnement, sont amortis et passés en charges sur la durée de la dette correspondante.

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements de portefeuille autres que ceux constitués de fonds communs cotés sur un marché actif, les autres créances à recevoir et les autres actifs financiers sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'emprunt, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer et de la provision pour contestation d'évaluation, des intérêts courus à payer et des dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les instruments financiers dérivés sont classés dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur.

Les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans l'état des gains et pertes de réévaluation jusqu'à ce que les instruments financiers évalués à la juste valeur soient décomptabilisés. À ce moment, le solde cumulé de gains et pertes de réévaluation rattaché à ces instruments est reclassé dans l'état des résultats.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale - Produits (chapitre SP 3400)

À compter du présent exercice, l'organisme municipal a adopté la nouvelle norme du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des produits selon SP 3400, Produits. La nouvelle norme établit quand comptabiliser et évaluer les produits, et fournit les exigences connexes en matière de présentation et d'information dans les états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Auparavant, les amendes étaient comptabilisées sur la base des contrats émis. En vertu de la nouvelle norme, les produits sont différenciés entre les produits provenant d'opérations qui comprennent des obligations de prestation, appelées « opérations avec contrepartie directe », et les opérations qui n'ont pas d'obligations de prestation (appelées « opérations sans contrepartie directe ». Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3400, l'organisme municipal comptabilise les amendes lorsqu'un plaidoyer de culpabilité est signifié, le délai de contestation est échu ou un jugement de la cour devient exécutoire.

Conformément aux recommandations, la modification a été appliquée prospectivement et les périodes antérieures n'ont pas été retraitées.

Ceci a eu pour effet de diminuer les comptes à recevoir et les revenus d'amendes et pénalités de 367 595 \$.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	11 765 226	8 068 157
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	11 765 226	8 068 157
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 (	) (	)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	11 765 226	8 068 157
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	6 880 050	6 851 846
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	9 491 000	8 047 000

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	5 043 700	3 748 166
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	22 387 629	21 363 757
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	5 022 988	14 391 873
Organismes municipaux	13	15 633	13 681
Autres			
▪ Droits de mutation et autres	14.1	5 599 206	6 456 369
▪ Amendes	14.2	1 928 086	1 762 437
	15	39 997 242	47 736 283
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	981 643	947 878
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	1 188 524	1 249 827
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	10 669 525	10 938 612
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	2 227 972	2 579 700
Ministère de la Culture et des Communications	25	4 635 237	4 595 789
Autres ministères/organismes	26	3 666 371	1 999 829
	27	22 387 629	21 363 757

Note

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33	513 128	455 578
Autres placements	34	10 000 000	15 000 000
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37	10 513 128	15 455 578
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39	44 606	123 828

Note

Les placements à titre d'investissement correspondent aux quotes-parts versées annuellement au fonds collectif de franchises d'assurances. Les autres placements correspondent à un dépôt à terme de 10 millions, portant intérêt au taux de 5% échéant le 11 mars 2025.

8. Autres actifs financiers

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40	374 667	255 415
Autres			
▪	41.1		
	42	374 667	255 415

Note

Les propriétés destinées à la revente pour lesquelles une vente est probable dans l'année suivante sont indiquées à titre d'actifs financiers.

9. Emprunts temporaires

La Ville de Saint-Eustache dispose d'une marge de crédit autorisée de 5 000 000\$ pour ses activités de fonctionnement qui porte intérêt au taux préférentiel de 5.45% (7.2% au 31 décembre 2023). Au 31 décembre 2024, le solde est de 0\$ (0\$ au 31 décembre 2023). Elle dispose également d'une marge de crédit pour ses activités d'investissement de 29 975 559\$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2024, le solde est de 0\$ (0\$ au 31 décembre 2023). Cette marge ne pourra jamais excéder 40% du total des soldes à financer inscrits sur le tableau des soldes à financer au ministère.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	8 745 606	7 273 437
Salaires et avantages sociaux	44	8 947 062	7 285 629
Dépôts et retenues de garantie	45	6 063 578	6 011 850
Provision pour contestations d'évaluation	46	57 860	
Autres			
▪ Autres charges à payer	47.1	1 657 545	1 346 098
▪ Redevances	47.2	269 867	270 022
▪ Municipale	47.3	43 859	42 892
	48	25 785 377	22 229 928

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	409 815	387 991
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres	54.1		
▪			
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55	553 276	1 145 306
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	774 803	1 756 442
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59	443 952	169 484
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Revenus reportés organismes	62.1	29 626	25 442
▪ Inscriptions loisirs et autres	62.2	1 029 911	1 094 679
▪ Fond stationnement	62.3	66 515	
	63	3 307 898	4 579 344

Note

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,80	5,20	2025	2033	64	94 273 000	93 924 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69	11 420 837	13 251 769
					70	105 693 837	107 175 769
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(495 952)	(440 645)
					72	105 197 885	106 735 124

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2025	73		10 348 000		1 693 289	12 041 289
2026	74		9 177 000		1 459 271	10 636 271
2027	75		8 465 000		1 533 678	9 998 678
2028	76		7 971 000		4 307 764	12 278 764
2029	77		7 580 000		1 083 551	8 663 551
2030 et plus	78		50 732 000		1 343 284	52 075 284
	79		94 273 000		11 420 837	105 693 837
Intérêts et frais accessoires	80		()		()	
	81		94 273 000		11 420 837	105 693 837

Note

13. Avantages sociaux futurs

		2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	1 140 788	457 315
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	(1 819 300)	(1 725 000)
	84	(678 512)	(1 267 685)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	2 217 960	1 987 595
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	362 500	363 300
Régimes à cotisations déterminées	87	239 029	216 460
Autres régimes (REER et autres)	88	816	800
Régimes de retraite des élus municipaux	89	75 548	98 742
	90	2 895 853	2 666 897

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

		2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	408 000	408 000
Autres			
▪ Instrument financier dérivé - ASPA	93.1	250 175	181 608
	94	658 175	589 608
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	408 000	
Passifs engagés	96		408 000
Passifs réglés	97 (	)	()
Charge de désactualisation ¹	98		
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	408 000	408 000

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations concernent principalement le désamiantage de bâtiments détenus par la l'organisme municipal.

L'instrument financier dérivé concerne l'utilisation, par un organisme contrôlé, d'un swap de taux d'intérêts pour gérer le coût de financement et la volatilité des taux.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	91 690 878	385 321	5 073 376	87 002 823
Eaux usées	102	104 821 064	1 613 106	10 590 271	95 843 899
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	151 367 532	1 967 140	9 808 054	143 526 618
Autres					
▪	104.1	32 433 940	6 787 163	845 014	38 376 089
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	137 269 909	12 141 884	170 109	149 241 684
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	12 337 575	1 443 233	878 194	12 902 614
Ameublement et équipement de bureau	109	5 969 654	751 860	684 723	6 036 791
Machinerie, outillage et équipement divers	110	8 677 896	733 592	365 552	9 045 936
Terrains	111	15 091 457	593 850		15 685 307
Autres	112	138 213		138 213	
	113	559 798 118	26 417 149	28 553 506	557 661 761
Immobilisations en cours	114	2 000 210	4 144 244		6 144 454
	115	561 798 328	30 561 393	28 553 506	563 806 215
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	46 820 213	1 908 492	5 073 906	43 654 799
Eaux usées	117	56 500 134	2 110 452	10 522 134	48 088 452
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	63 996 441	4 298 863	9 826 085	58 469 219
Autres					
▪	119.1	17 952 529		904 750	17 047 779
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	64 250 616	3 410 802	168 374	67 493 044
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	7 025 693	810 575	799 881	7 036 387
Ameublement et équipement de bureau	124	4 537 844	536 380	681 952	4 392 272
Machinerie, outillage et équipement divers	125	4 706 137	718 805	334 556	5 090 386
Autres	126	138 208	1 417 079	138 199	1 417 088
	127	265 927 815	15 211 448	28 449 837	252 689 426
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	295 870 513			311 116 789
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132		
Immeubles industriels municipaux	133		
Autres	134	3 946 923	1 825 393
	135	3 946 923	1 825 393
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	374 667	255 415
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	3 572 256	1 569 978

Note

17. Actifs incorporels achetés

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	138.1				
	139				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	140.1				
	141				
VALEUR COMPTABLE NETTE	142				

Note

18. Autres actifs non financiers

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	143.1	287 494	639 714
Autres			
▪	144.1		
	145	287 494	639 714

Note

19. Obligations contractuelles

La Ville s'est engagée, d'après des contrats devant être exécutés échéant jusqu'en 2029 à verser une somme totale de 23 960 151\$ durant cette période. Les paiements minimums exigibles pour les cinq (5) prochains exercices sont les suivants :

2025 - 12 293 267 \$

2026 - 6 348 009 \$

2027 - 4 394 313 \$

2028 - 796 474 \$

2029 - 128 088 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

L'Association du sport et du plein air de St-Eustache s'est engagée pour des contrats totalisant 296 235\$ de avril 2025 à avril 2027. Les paiements minimums exigibles au cours des prochains exercices sont les suivants:

2025 - 210 649 \$

2026 - 82 050 \$

2027 - 3 536 \$

La SODESE s'est engagée pour des contrats totalisant 161 898\$ de avril 2025 à mai 2026. Les paiements minimums exigibles au cours des prochains exercices sont les suivants:

2025 - 141 304 \$

2026 - 20 594 \$

20. Droits contractuels

Dans le cadre de ses opérations, la Ville a conclu différents accords à long terme. Les plus importants, ont donné lieu à des droits contractuels d'un montant total de 9 977 214 \$ qui seront encaissés selon l'échéancier suivant :

2025 - 2 208 767 \$

2026 - 1 883 806 \$

2027 - 1 922 154 \$

2028 - 1 961 281 \$

2029 - 2 001 206\$

L'Association du sport et du plein air de St-Eustache dans le cadre de ses opérations a conclu plusieurs baux de location qui ont donné lieu à des droits contractuels d'un montant total de 45 168 \$. Les montants qui seront encaissés au cours des trois prochains exercices sont les suivants:

2025 - 33 868 \$

2026 - 5 600 \$

2027 - 5 700 \$

La SODESE dans le cadre de ses opérations a conclu plusieurs baux de location et des ententes qui ont donné lieu à des droits contractuels d'un montant total de 893 772 \$. les montants qui seront encaissés au cours des quatre prochains exercices sont les suivants:

2025 - 451 229 \$

2026 - 218 678 \$

2027 - 120 426\$

2028 - 103 439 \$

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

S/O.

B) Auto-assurance

N/A

C) Poursuites

La Ville fait l'objet de poursuites conjointement avec des tierces parties dans des actions en dommages et intérêts au montant d'environ 2 546 072 \$. De l'avis de la direction de la Ville, ces réclamations bénéficient de couvertures d'assurances adéquates ou, si tel n'était pas le cas, leur dénouement n'est pas jugé susceptible d'affecter sensiblement la situation financière de la Ville. Tout paiement excédant la couverture d'assurance pouvant résulter de ces éventualités serait comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours. Au 31 décembre 2024, à l'état de la situation financière, la Ville de Saint-Eustache a comptabilisé une provision de 318 297 \$ présentée dans les autres charges à payer. Ceci représente les meilleures estimations de la direction à l'égard des passifs éventuels.

D) Autres

Les opérations de la Ville sont régies par les lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement identifiables concernant la résultante, son échéance ou son impact. Présentement au meilleur de la connaissance de ses dirigeants, la Ville gère en conformité avec les lois et les règlements en vigueur. Tout paiement pouvant résulter de la restauration des sites serait comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours.

22. Actifs éventuels

Au cours de l'exercice, la Ville a intenté aucune poursuite. Aucun dossier n'est en suspens.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

24. Redressement aux exercices antérieurs

s/o.

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les données budgétaires consolidées.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est présentée dans les informations sectorielles.

26. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, l'organisme municipal est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour l'organisme municipal sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités), aux placements de portefeuille.

L'exposition maximale de l'organisme municipal au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque l'organisme municipal évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. L'organisme municipal ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, l'organisme municipal croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

	2024	2023
Non en souffrance	\$	\$
En souffrance :		
moins de 30 jours	4 744 458 \$	6 176 194
de 30 à 60 jours	617 643 \$	203 421
plus de 60 jours	8 190 534 \$	6 535 235
	13 552 635	12 914 850
Moins la provision pour créances douteuses	-981 643	-947 878
	12 570 992	11 966 972

Les variations, au cours de l'exercice, du compte de provision pour créances douteuses s'établissent comme suit :

Solde au début	947 878
Provision comptabilisée aux résultats de l'exercice	976 915
Montants recouvrés	-943 150
Solde à la fin	981 643

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

L'organisme municipal est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme municipal éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. L'organisme municipal gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. L'organisme municipal établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit.

2024

	Moins d'un an		De 1 à 3 ans		De 4 à 5 ans		Plus de 5 ans		Total	
Emprunt	–	\$	–	\$	–	\$	–	\$	–	\$
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	25 785 377	\$	–	\$	–	\$	–	\$	25 785 377	\$
Intérêts courus à payer	1 657 545	\$	–	\$	–	\$	–	\$	1 657 545	\$
Dettes	12 041 289	\$	20 634 949	\$	20 942 315	\$	52 075 284	\$	105 693 837	\$
	39 484 211	\$	20 634 949	\$	20 942 315	\$	52 075 284	\$	133 136 759	\$

2023

	Moins d'un an		De 1 à 3 ans		De 4 à 5 ans		Plus de 5 ans		Total	
Emprunt	–	\$	–	\$	–	\$	–	\$	–	\$
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	22 229 928	\$	–	\$	–	\$	–	\$	22 229 928	\$
Intérêts courus à payer	1 332 417	\$	–	\$	–	\$	–	\$	1 332 417	\$
Dettes	12 074 545	\$	21 463 571	\$	18 171 679	\$	55 465 974	\$	107 175 769	\$
	35 636 890	\$	21 463 571	\$	18 171 679	\$	55 465 974	\$	130 738 114	\$

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. L'organisme municipal est exposé à ces risques.

Risque de taux d'intérêt

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

L'exposition au risque de taux d'intérêt de l'organisme municipal est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme l'organisme municipal a l'intention de conserver ses prêts et ses placements jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, il est peu exposé à ce risque.

L'organisme municipal est exposé au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent automatiquement à la fin du mois.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

31 décembre 2024			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers	11 765 226		11 765 226
Trésorerie et équivalents de trésorerie			
Placements de portefeuille	10 513 128	-	10 513 128
Passifs financiers			
Instrument financier dérivé	-	250 175	250 175
Dettes	105 693 837	-	105 693 837

31 décembre 2023			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers	8 068 157		8 068 157
Trésorerie et équivalents de trésorerie			
Placements de portefeuille	15 455 578	-	15 455 578
Passifs financiers			
Instrument financier dérivé		181 608	181 608
Dettes	107 175 769	-	107 175 769

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

26. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour se conformer à la présentation de l'exercice courant.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats
						Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	77 236 982	80 925 150	81 421 354		80 871 802
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 933 336	2 006 230	1 998 706		1 998 706
Quotes-parts	3					
Transferts	4	3 216 406	5 035 310	6 104 927		13 201
Services rendus	5	5 366 687	5 634 080	6 544 669		1 449 789
Imposition de droits	6	10 120 737	5 745 620	7 752 462		61 506
Amendes et pénalités	7	2 577 960	2 649 800	2 583 060		
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	2 262 671	1 135 000	2 331 455		
Autres revenus	10	2 472 951	20 000	125 601		3 271 080
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	105 187 730	103 151 190	108 862 234		4 795 576
Investissement						
Taxes	13			17 337		
Quotes-parts	14					
Transferts	15	7 927 375		3 734 940		
Imposition de droits	16			1 200 000		
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17	643 226		320 939		
Autres	18	3 045		1 446 701		
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21	8 573 646		6 719 917		
	22	113 761 376	103 151 190	115 582 151		4 795 576
Charges						
Administration générale	23	12 713 234	15 844 111	14 434 989	933 037	401 368
Sécurité publique	24	21 668 358	22 562 597	23 202 089	834 029	
Transport	25	16 210 467	16 997 273	16 278 619	5 101 147	
Hygiène du milieu	26	14 201 969	16 511 967	17 271 635	5 143 340	
Santé et bien-être	27	246 448	256 918	286 780		
Aménagement, urbanisme et développement	28	4 932 859	4 508 473	4 714 656	30 644	774 671
Loisirs et culture	29	14 860 138	15 510 811	15 603 286	2 329 755	1 905 847
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	2 129 722	2 374 750	2 516 894		653 921
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	13 526 034	14 370 000	14 371 952	14 371 952	
	34	100 489 229	108 936 900	108 680 900		3 735 807
Excédent (déficit) lié aux activités	35	13 272 147	(5 785 710)	6 901 251		1 059 769

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) lié aux activités	1	13 272 147	(5 785 710)	6 901 251	1 059 769	7 948 389
Moins : revenus d'investissement	2 (	8 573 646)	() (	6 719 917)	() (	6 719 917)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	4 698 501	(5 785 710)	181 334	1 059 769	1 228 472
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	13 526 034	14 370 000	14 371 952	839 496	15 211 448
Produit de cession	5	404 900		145 704		145 704
(Gain) perte sur cession	6	(275 991)		(43 962)		(43 962)
Réduction de valeur / Reclassement	7	10 630		1 927		1 927
	8	13 665 573	14 370 000	14 475 621	839 496	15 315 117
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	509 263		10 630		10 630
Réduction de valeur / Reclassement	10	(6 882)				
	11	502 381		10 630		10 630
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12			69 960		69 960
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	123 828		6 006		6 006
	15	123 828		75 966		75 966
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17 (	9 911 569)	(10 344 000)	(10 244 000)	(1 830 931)	(12 074 931)
	18	(9 911 569)	(10 344 000)	(10 244 000)	(1 830 931)	(12 074 931)
Affectations						
Activités d'investissement	19 (	3 523 652)	(209 400)	(890 804)	() (	890 804)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20					
Excédent de fonctionnement affecté	21	2 510 098	1 818 900	1 685 307		1 685 307
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 243 564)	150 210	(74 893)		(74 893)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(259 633)		21 040		21 040
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(2 516 751)	1 759 710	740 650		740 650
	26	1 863 462	5 785 710	5 058 867	(991 435)	4 067 432
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	6 561 963		5 240 201	68 334	5 295 904

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	8 573 646	6 719 917		6 719 917
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
Ajouter (déduire)					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	2 425 936)(	11 085 005)(	) (	11 085 005)
Sécurité publique	3 (	1 051 765)(	1 195 830)(	) (	1 195 830)
Transport	4 (	10 261 094)(	8 428 719)(	) (	8 428 719)
Hygiène du milieu	5 (	7 075 548)(	2 854 764)(	) (	2 854 764)
Santé et bien-être	6 (	) (	) (	) (	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	36 195)(	59 487)(	17 605)(	77 092)
Loisirs et culture	8 (	4 591 800)(	6 833 447)(	86 536)(	6 919 983)
Réseau d'électricité	9 (	) (	) (	) (	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	) (	) (	) (	)
	11 (	25 442 338)(	30 457 252)(	104 141)(	30 561 393)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	547 011)(	2 132 162)(	) (	2 132 162)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	133 516)(	133 516)(	) (	133 516)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	10 000 000	10 593 000		10 593 000
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	3 523 652	890 804		890 804
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	4 164 691	13 432 404		13 432 404
Excédent de fonctionnement affecté	17	10 695 318	(4 636 378)		(4 636 378)
Réserves financières et fonds réservés	18	2 389 780	1 327 750		1 327 750
	19	20 773 441	11 014 580		11 014 580
	20	4 650 576	(11 115 350)	(104 141)	(11 219 491)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	13 224 222	(4 395 433)	(104 141)	(4 499 574)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats
				Total consolidé¹
ACTIFS FINANCIERS				
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	7 035 781	10 717 476	1 047 750
Débiteurs (note 5)	2	47 636 240	40 006 323	511 042
Prêts (note 6)	3			
Placements de portefeuille (note 7)	4	15 455 578	10 513 128	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5			
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6			
Autres actifs financiers (note 8)	7	255 415	374 667	
	8	70 383 014	61 611 594	1 558 792
PASSIFS				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9			
Emprunts temporaires (note 9)	10			
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	21 875 489	25 482 774	822 726
Revenus reportés (note 11)	12	4 553 902	3 278 272	138 259
Dette à long terme (note 12)	13	93 483 356	93 777 048	11 420 837
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	1 267 685	678 512	
Autres passifs (note 14)	15	408 000	408 000	250 175
	16	121 588 432	123 624 606	12 631 997
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(51 205 418)	(62 013 012)	(11 073 205)
ACTIFS NON FINANCIERS				
Immobilisations corporelles (note 15)	18	275 654 597	291 636 227	19 480 562
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	1 569 978	3 572 256	
Stocks de fournitures	20	917 277	992 093	
Actifs incorporels achetés (note 17)	21			
Autres actifs non financiers (note 18)	22	619 274	269 393	18 101
	23	278 761 126	296 469 969	19 498 663
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	13 725 947	9 057 571	724 539
Excédent de fonctionnement affecté	25	3 613 010	2 505 072	
Réserves financières et fonds réservés	26	5 430 302	5 850 535	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	1 326 133) (	1 132 768) (	) (
Financement des investissements en cours	28	20 753 846	15 220 499	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	185 358 736	202 956 048	7 951 094
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30			(250 175)
	31	227 555 708	234 456 957	8 425 458
Obligations contractuelles (note 19)				
Droits contractuels (note 20)				
Passifs éventuels (note 21)				
Actifs éventuels (note 22)				

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	40 218 950	41 020 888	41 444 441	38 026 910
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	9 221 330	8 973 529	9 072 825	7 701 499
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7	1 081 290	1 139 610	2 755 660	2 650 948
Autres biens et services	8	31 841 680	30 947 303	27 155 648	25 406 005
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	2 731 820	2 812 485	2 812 485	2 309 295
D'autres organismes municipaux	10			604 190	674 455
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11				
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	(357 070)	(295 591)	(281 126)	(169 148)
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	5 303 260	5 334 974	5 334 974	5 044 260
Transferts	15				
Autres	16				
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	4 444 640	4 348 922	4 233 881	4 129 351
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	14 370 000	14 371 952	15 211 448	14 355 685
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Assurances et réclamations	21.1	81 000	26 828	26 828	(2 420)
	22	108 936 900	108 680 900	108 371 254	100 126 840

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	9 890 743	14 620 189
Excédent de fonctionnement affecté	2	2 505 072	3 427 828
Réserves financières et fonds réservés	3	5 850 535	5 615 484
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	1 132 768)(	1 326 133)
Financement des investissements en cours	5	15 220 499	20 753 846
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	210 907 142	192 201 620
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	(250 175)	(181 608)
	8	242 991 048	235 111 226

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	9 057 571	13 725 947
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	833 172	894 242
	11	9 890 743	14 620 189

Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Engagements	12.1	373 781	486 067
▪ Oeuvre d'arts	12.2	5 500	
▪ Transport collectif	12.3	1 059 823	1 059 823
▪ Équilibre budgétaire	12.4	660 920	1 321 890
▪ Élections	12.5		
▪ Foresterie urbaine	12.6		160 000
▪ Pavage	12.7	400 000	400 000
▪ Développement économique	12.8	48	48
▪ Maison Lazardées	12.9	5 000	
	13	2 505 072	3 427 828
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	2 505 072	3 427 828

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Revitalisation	17.1	33 679	76 180
▪ Patrimoniale	17.2	650 244	615 735
▪ Environnement/climatique	17.3	571 762	800 555
▪ Stabilisation dépenses	17.4	1 504 544	1 258 964
▪ Stabilisation dépenses eaux	17.5	69 117	471 135
	18	2 829 346	3 222 569
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	809 033	905 070
Organismes contrôlés et partenariats	22		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23	453 810	452 370
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25	1 452 574	768 478
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	287 470	185 182
Autres			
▪ Fonds stationnement	30.1		63 513
▪ Fonds parcs	30.2	18 302	18 302
	31	3 021 189	2 392 915
	32	5 850 535	5 615 484

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 (	)(	)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 (	)(	)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 (	)(	)
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 (	)(	)
Autres	37 (	)(	)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 (	)(	)
	39 (	)(	)
Assainissement des sites contaminés	40 (	)(	)
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 (	)(	)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 (	)(	)
Autres			
▪	43.1 (	)(	)
	44 (	)(	)
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	45 (	)(	)
Utilisation du fonds de roulement	46 (	)(	)
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	47 (	)(	)
Utilisation du fonds de roulement	48 (	)(	)
Autres			
▪	49.1 (	)(	)
	50 (	)(	)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	51 (	)(	)
Mesure relative à la COVID-19	52 (	)(	)
Frais d'émission de la dette à long terme	53 (	21 400)(	61 847)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 (	)(	)
Autres			
▪	55.1 (	1 111 368)(	1 285 326)
	56 (	1 132 768)(	1 347 173)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	57		21 040
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60		
Autres			
▪	61.1		
	62		21 040
	63 (	1 132 768)(	1 326 133)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	64	16 721 110	22 596 563
Investissements à financer	65 (	1 500 611)(	1 842 717)
	66	15 220 499	20 753 846
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	311 116 789	295 870 513
Propriétés destinées à la revente	68	3 946 923	1 825 393
Prêts	69		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70	513 128	455 578
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71		
	72	315 576 840	298 151 484
Ajustements aux éléments d'actif	73		
	74	315 576 840	298 151 484
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	75 (	105 197 885)(	106 735 124)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (	495 952)(	440 645)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77		
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	1 132 768	1 347 170
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79		
	80 (	104 561 069)(	105 828 599)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 (	108 629)(	121 265)
	82 (	104 669 698)(	105 949 864)
	83	210 907 142	192 201 620

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	3
Régimes supplémentaires de retraite	2	1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Les régimes de retraite des employés de l'administration municipale sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite du Québec (L.R.Q., chapitre R - 15.1) et de la Loi de l'impôt sur le revenu. Les prestations prévues au titre du régime de retraite sont principalement fonction du nombre d'années de service et de la moyenne des trois meilleurs salaires annuels gagnés au cours des dix dernières années pour les cadres, les policiers, les employés cols blancs et les employés cols bleus. Ces avantages varient en fonction du groupe d'emploi à l'intérieur duquel se retrouve un employé et la période de services rendus. Les participants et les employeurs se partagent le financement de leur régime respectif par le versement de cotisations.

L'évaluation actuarielle la plus récente de l'administration municipale des régimes de retraite aux fins de la capitalisation a été effectuée le 31 décembre 2022 pour les régimes complémentaires de retraite des cadres et des policiers et le 31 décembre 2021 pour le régime complémentaire de retraite des employés cols bleus et cols blancs. La prochaine évaluation devrait être effectuée respectivement en date du 31 décembre 2025 et du 31 décembre 2024.

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 457 315	(387 760)
Charge de l'exercice	4 (2 217 960)	1 987 595
Cotisations versées par l'employeur	5 2 901 433	2 832 670
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 1 140 788	457 315
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 178 169 605	170 798 777
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (173 724 605)	166 326 777
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 4 445 000	4 472 000
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 (3 304 212)	(4 014 685)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 1 140 788	457 315
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 1 140 788	457 315
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (537 000)	421 000
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (537 000)	421 000

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	6 703 366	5 549 640
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		67 000
	20	6 703 366	5 616 640
Cotisations salariales des employés	21 (	3 678 433)(	3 081 670)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	) (	)
	23	3 024 933	2 534 970
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	(67 456)	20 558
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	2 957 477	2 555 528
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	9 508 727	8 941 321
Rendement espéré des actifs	32 (	10 248 244)(	9 509 254)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	(739 517)	(567 933)
Charge de l'exercice	34	2 217 960	1 987 595
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	9 483 763	7 543 938
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (	10 248 244)(	9 509 254)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	(764 481)	(1 965 316)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	(121 464)	4 062 683
Prestations versées au cours de l'exercice	39	8 692 800	7 769 962
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	187 266 000	169 285 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	537 000	421 000
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43	517 800	464 600
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	28 778 722	26 854 864
DMERCA du nouveau volet	45	18	18
DMERCA de l'ancien volet	46	12	13
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	28	28
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	6,05 %	6,05 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	6,04 %	5,84 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	2,93 %	2,93 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	2,10 %	2,05 %
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	1	
---	----	---	--

Autres avantages sociaux futurs	54	1	
---------------------------------	----	---	--

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

Ces avantages comprennent notamment l'assurance vie offerte aux retraités cols bleus et cadres. De plus, les employés cadres bénéficient d'une allocation de préretraite et d'une prime de rétention.

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55	(1 725 000)	(1 592 300)
Charge de l'exercice	56 (	362 500)(	363 300)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	268 200	230 600
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	(1 819 300)	(1 725 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (	1 837 500)(	1 568 200)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	(1 837 500)	(1 568 200)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	18 200	(156 800)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	(1 819 300)	(1 725 000)
Provision pour moins-value	64 (	)(	)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	(1 819 300)	(1 725 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66	2	2
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (	(1 819 300))(	1 725 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (	(1 819 300))(	1 725 000)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	256 500	265 900
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72	256 500	265 900
Cotisations salariales des employés	73 ()	()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()	()
	75	256 500	265 900
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	17 400	20 900
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	273 900	286 800
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	88 600	76 500
Rendement espéré des actifs	84 ()	()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	88 600	76 500
Charge de l'exercice	86	362 500	363 300
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 ()	()	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	(192 400)	10 300
Prestations versées au cours de l'exercice	91	(268 200)	(230 600)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	12	12
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	4,20 %	5,24 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
▪ Taux de chargement (9,12 %), taux de frais (14%)	103.1	23	23

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 1

Description des régimes et autres renseignements

Le régime de retraite par financement salarial de la FTQ, auquel participe les pompiers, est un régime interentreprises à prestations déterminées visé par la section X du règlement sur la soustraction de certaines catégories de régimes de retraite. Le coût des engagements du régime, déduction faite de la cotisation fixe patronale, est assuré par les participants actifs au régime. Les droits des participants et bénéficiaires au titre du régime ne peuvent être indexés que si le régime demeure capitalisé. L'excédent d'actif accumulé à la terminaison du régime est entièrement attribué aux participants et bénéficiaires du régime et réparti entre eux au prorata de la valeur de leurs droits.

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106	239 029	216 460
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110	239 029	216 460

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 1

Description des régimes et autres renseignements

Les brigadiers et brigadières participent à un régime volontaire d'épargne retraite où la cotisation de la Ville de Saint-Eustache égale la cotisation de l'employé pour un maximum de 10 \$ par période de paie.

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	816	800
Autres régimes	115		
	116	816	800

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	8	9

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	11 849	18 203
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	40 408	61 305
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	35 140	37 437
	121	75 548	98 742

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	59 215 188	58 665 636	56 343 223
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3	1 389 421	1 389 421	1 101 259
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	1 077 336	1 077 336	1 040 897
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9	17 337	17 337	
Autres	10			
	11	61 699 282	61 149 730	58 485 379
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	5 078 204	5 078 204	4 659 192
Égout	13	4 751 258	4 751 258	4 247 595
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	5 051 746	5 051 746	4 803 892
Autres				
▪ Taxes transports	16.1	4 062 478	4 062 478	3 756 990
Centres d'urgence 9-1-1	17	320 779	320 779	288 623
Service de la dette	18	474 944	474 944	470 176
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	19 739 409	19 739 409	18 226 468
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	19 739 409	19 739 409	18 226 468
	27	81 438 691	80 889 139	76 711 847

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non auditée		Administration municipale	Données consolidées		
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES					
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES					
	Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	882	882	854
	Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
	Compensations pour les terres publiques	30			
	Immeubles des réseaux				
	Santé et services sociaux	31	1 063 081	1 063 081	1 028 128
	Cégeps et universités	32			
	Écoles primaires et secondaires	33	934 743	934 743	904 354
	Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
		35	1 998 706	1 998 706	1 933 336
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES					
	Taxes sur la valeur foncière	36			
	Taxes sur une autre base				
	Taxes, compensations et tarification	37			
	Taxes d'affaires	38			
		39			
ORGANISMES MUNICIPAUX					
	Taxes sur la valeur foncière	40			
	Taxes sur une autre base				
	Taxes, compensations et tarification	41			
		42			
AUTRES					
	Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
	Autres	44			
		45			
		46	1 998 706	1 998 706	1 933 336

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47	22 577	22 577	33 245
Sécurité publique				
Police	48	81 074	81 074	140 825
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50			
Sécurité civile	51	472 992	472 992	
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	65 183	65 183	67 888
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63	182 945	182 945	35 791
Réseau de distribution de l'eau potable	64	32 637	32 637	33 180
Traitement des eaux usées	65	63 654	63 654	61 249
Réseaux d'égout	66	139 177	139 177	71 384
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68	532 751	532 751	410 032
Tri et conditionnement	69	1 468 515	1 468 515	941 310
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75	1 623	1 623	3 475
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81	19 600	32 801	17 078
Autres	82	30 991	30 991	
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	7 721	7 721	10 176
Activités culturelles				
Bibliothèques	84	256 790	256 790	268 192
Autres	85	2 726 697	2 709 486	1 134 452
Réseau d'électricité	86			
	87	6 104 927	6 100 917	3 228 277

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88	39 691	39 691	961 651
Sécurité publique				
Police	89	279 185	279 185	
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94	1 906 745	1 906 745	398 840
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104	59 528	59 528	621 774
Réseau de distribution de l'eau potable	105	93 623	93 623	
Traitement des eaux usées	106	105 826	105 826	88 979
Réseaux d'égout	107	593 052	593 052	4 469 232
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
	Logement social	116		
	Autres	117		
	Sécurité du revenu	118		
	Autres	119		
Aménagement, urbanisme et développement				
	Aménagement, urbanisme et zonage	120		
	Rénovation urbaine	121		
	Promotion et développement économique	122		
	Autres	123		
Loisirs et culture				
	Activités récréatives	124	384 785	384 785
	Activités culturelles			566 270
	Bibliothèques	125		
	Autres	126	272 505	272 505
	Réseau d'électricité	127		820 629
		128	3 734 940	3 734 940
				7 927 375

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale	Données consolidées	
	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)			
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129		
Péréquation	130		
Neutralité	131		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133		
Fonds de développement des territoires	134		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135		
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC			
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137		
Autres	138		
	139		
TOTAL DES TRANSFERTS	140	9 839 867	9 835 857 11 155 652

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
	Grefte et application de la loi	141		
	Évaluation	142		
	Autres	143		
		144		
Sécurité publique				
	Police	145	2 258 356	2 258 356
	Sécurité incendie			1 549 036
	Premiers répondants	146		
	Autres	147	150 980	150 980
	Sécurité civile	148		102 987
	Autres	149		
		150	2 409 336	2 409 336
				1 652 023
Transport				
	Réseau routier			
	Voirie municipale	151		
	Enlèvement de la neige	152		
	Autres	153		
	Transport collectif	154		
	Autres	155		
		156		
Hygiène du milieu				
	Eau et égout			
	Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157		
	Réseau de distribution de l'eau potable	158		
	Traitement des eaux usées	159		
	Réseaux d'égout	160		
	Matières résiduelles			
	Déchets domestiques et assimilés	161		
	Matières recyclables			
	Collecte sélective			
	Collecte et transport	162		
	Tri et conditionnement	163		
	Autres	164		
	Autres	165		
	Cours d'eau	166		
	Protection de l'environnement	167		
	Autres	168		
		169		

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale	Données consolidées	
	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)			
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	170		
Autres	171		
Autres	172		
	173		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	174		
Rénovation urbaine	175		
Promotion et développement économique	176		
Autres	177		
	178		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	179	676 228	676 228 685 064
Activités culturelles			
Bibliothèques	180		
Autres	181		
	182	676 228	676 228 685 064
Réseau d'électricité	183		
	184	3 085 564	3 085 564 2 337 087

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	724 412	1 183 649	988 579
	188	724 412	1 183 649	988 579
Sécurité publique				
Police	189	463 197	463 197	296 909
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191	24 321	24 321	13 836
Sécurité civile	192			
Autres	193			
	194	487 518	487 518	310 745
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195	283 675	283 675	181 051
Enlèvement de la neige	196			
Autres	197			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198	49 753	49 753	50 364
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202			
	203	333 428	333 428	231 415
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	204			
Traitement des eaux usées	205	18 151	18 151	25 909
Réseaux d'égout	206			
	207	(1 873)	(1 873)	6 549
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208			
Matières recyclables	209	3 869	3 869	8 429
Autres	210	23 973	23 973	18 928
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212	8 803	8 803	6 333
Autres	213	49 819	49 819	50 143
	214	102 742	102 742	116 291

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220	66 978	66 978	63 715
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223	64 375	64 375	60 624
	224	131 353	131 353	124 339
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	919 953	1 690 204	1 669 326
Activités culturelles				
Bibliothèques	226	56 468	56 468	66 003
Autres	227	703 231	703 231	657 984
	228	1 679 652	2 449 903	2 393 313
Réseau d'électricité	229			
	230	3 459 105	4 688 593	4 164 682
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	6 544 669	7 774 157	6 501 769

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	418 556	418 556	475 977
Droits de mutation immobilière	233	6 024 741	6 024 741	8 432 240
Droits sur les carrières et sablières	234	1 269 257	1 269 257	67 876
Autres	235	1 239 908	1 301 414	1 198 412
	236	8 952 462	9 013 968	10 174 505
AMENDES ET PÉNALITÉS	237	2 583 060	2 583 060	2 577 960
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	238			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	239	2 331 455	2 331 455	2 262 671
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240	43 962	43 962	275 991
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242	37 670	37 670	2 059 548
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244	321 149	321 149	649 105
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246			83 828
Autres contributions	247	15 709	15 709	20 219
Redevances réglementaires	248			
Autres	249	1 474 751	1 474 811	119 398
	250	1 893 241	1 893 301	3 208 089
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	251			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalisations 2024			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	1 023 470		1 023 470	1 023 470	1 009 694
Greffé et application de la loi	2	1 945 234	129	1 945 363	1 945 363	1 759 262
Gestion financière et administrative	3	7 683 227	932 908	8 616 135	8 616 135	7 852 080
Évaluation	4	712 246		712 246	712 246	429 275
Gestion du personnel	5	1 226 486		1 226 486	1 226 486	1 222 790
Autres						
▪ Autres	6.1	1 844 326		1 844 326	2 142 203	1 425 859
	7	14 434 989	933 037	15 368 026	15 665 903	13 698 960
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	16 071 989	275 557	16 347 546	16 270 909	15 132 894
Sécurité incendie						
▪ Premiers répondants	9					
Autres	10	6 659 568	541 655	7 201 223	7 201 223	6 833 157
Sécurité civile	11	24 629	16 817	41 446	41 446	47 031
Autres	12	445 903		445 903	445 903	378 981
	13	23 202 089	834 029	24 036 118	23 959 481	22 392 063
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voie municipale	14	7 232 542	4 808 036	12 040 578	12 040 578	11 553 968
Enlèvement de la neige	15	3 533 479		3 533 479	3 533 479	4 017 170
Éclairage des rues	16	753 514	293 111	1 046 625	1 046 625	1 123 249
Circulation et stationnement	17	603 826		603 826	603 826	507 417
Transport collectif						
Transport en commun	18	3 955 695		3 955 695	3 955 695	3 761 074
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	199 563		199 563	199 563	156 558
	22	16 278 619	5 101 147	21 379 766	21 379 766	21 119 436

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale			Données consolidées		
	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023	
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	2 846 868	246 810	3 093 678	3 093 678	2 866 518
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 730 130	946 626	2 676 756	2 676 756	2 306 928
Traitement des eaux usées	25	3 550 715	2 317 521	5 868 236	5 868 236	4 849 338
Réseaux d'égout	26	1 382 070	1 616 881	2 998 951	2 998 951	2 520 545
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	1 541 727		1 541 727	1 541 727	1 474 041
Élimination	28	1 136 895		1 136 895	1 136 895	1 101 288
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	1 404 670		1 404 670	1 404 670	1 356 383
Tri et conditionnement	30	702 557	15 502	718 059	718 059	384 213
Matières organiques						
Collecte et transport	31	830 711		830 711	830 711	616 183
Traitement	32	375 089		375 089	375 089	370 873
Matériaux secs	33	216 209		216 209	216 209	187 125
Autres	34	457 686		457 686	457 686	387 315
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	981 739		981 739	981 739	634 728
Autres	39	114 569		114 569	114 569	88 589
	40	17 271 635	5 143 340	22 414 975	22 414 975	19 144 067
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41	60 360		60 360	60 360	54 543
Autres	42					
Sécurité du revenu	43					
Autres	44	226 420		226 420	226 420	191 905
	45	286 780		286 780	286 780	246 448

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale			Données consolidées		
	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	46	1 570 040	30 644	1 600 684	935 167	924 306
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	47	384 742		384 742	384 742	341 505
Autres biens	48	431 164		431 164	1 009 635	937 393
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	49	1 162 184		1 162 184	1 013 056	946 644
Tourisme	50	2 000		2 000	2 000	2 000
Autres	51	71 424		71 424	267 625	173 043
Autres	52	1 093 102		1 093 102	1 093 102	1 509 696
	53	4 714 656	30 644	4 745 300	4 705 327	4 834 587
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	54	618 746	75 288	694 034	687 784	624 216
Patinoires intérieures et extérieures	55	3 030 849	314 962	3 345 811	3 425 400	3 171 176
Piscines, plages et ports de plaisance	56	3 749 088	61 639	3 810 727	2 457 894	2 509 263
Parcs et terrains de jeux	57	2 653 515	1 243 620	3 897 135	3 121 494	2 820 695
Parcs régionaux	58					
Expositions et foires	59	384 550		384 550	378 300	354 950
Autres	60				951 817	981 444
	61	10 436 748	1 695 509	12 132 257	11 022 689	10 461 744
Activités culturelles						
Centres communautaires	62	1 774 590	86 643	1 861 233	1 861 233	1 773 211
Bibliothèques	63	2 673 742	263 726	2 937 468	2 937 468	2 851 295
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	64	718 206	283 877	1 002 083	1 002 083	790 427
Autres ressources du patrimoine	65					
Autres	66					
	67	5 166 538	634 246	5 800 784	5 800 784	5 414 933
	68	15 603 286	2 329 755	17 933 041	16 823 473	15 876 677

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	70	2 812 485		2 812 485	3 416 675	2 983 750
Autres frais	71					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	72	(650 917)		(650 917)	(650 917)	(491 433)
Autres	73	355 326		355 326	369 791	322 285
	74	2 516 894		2 516 894	3 135 549	2 814 602
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	14 371 952 (	14 371 952)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	722 723	722 723	657 741
Usines de traitement de l'eau potable	2	8 785	8 785	584 847
Usines et bassins d'épuration	3	643 121	643 121	171 348
Conduites d'égout	4	1 120 465	1 120 465	4 795 253
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 244 210	2 244 210	7 188 498
Ponts, tunnels et viaducs	7	2 211 076	2 211 076	
Systèmes d'éclairage des rues	8	168 035	168 035	540 667
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	6 363 321	6 363 321	2 196 171
Autres infrastructures	11	78	78	
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	10 256 031	10 256 031	2 079 463
Édifices communautaires et récréatifs	14	2 897 305	2 897 305	1 963 094
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	1 451 483	1 451 483	1 720 900
Ameublement et équipement de bureau	18	1 068 097	1 068 097	719 967
Machinerie, outillage et équipement divers	19	708 671	812 812	940 312
Terrains	20	593 851	593 851	2 102 448
Autres	21			
	22	30 457 252	30 561 393	25 660 709

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	722 723	722 723	631 508
Usines de traitement de l'eau potable	2	8 785	8 785	584 847
Usines et bassins d'épuration	3	643 121	643 121	171 348
Conduites d'égout	4	1 120 465	1 120 465	4 769 020
Autres infrastructures	5	10 986 720	10 986 720	9 334 577
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			26 233
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			26 233
Autres infrastructures	10			590 759
Autres immobilisations corporelles	11	16 975 438	17 079 579	9 526 184
	12	30 457 252	30 561 393	25 660 709

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	1 235 008	1 137 909	456 518	1 916 399
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	14 482 018	1 596 800	1 458 884	14 619 934
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	91 458 743	17 349 291	19 650 530	89 157 504
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	107 175 769	20 084 000	21 565 932	105 693 837
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18				
	19	107 175 769	20 084 000	21 565 932	105 693 837
Dette en cours de refinancement	20 (	)		(	)
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	107 175 769	20 084 000	21 565 932	105 693 837

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	94 273 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	1 500 611
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	1 906 386
Débiteurs	8	
Autres montants	9	10 012
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	5 595 770
Autres		
▪ Autres financements	11.1	59 886
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	88 201 557
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	13	11 420 837
Endettement net à long terme	14	99 622 394
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	
Communauté métropolitaine	16	859 502
Autres organismes	17	7 294 000
Endettement total net à long terme	18	107 775 896
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	107 775 896
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées		
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
Administration générale					
Greffes et application de la loi	1				
Évaluation	2				
Autres	3				
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5				
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	3 945 917	3 945 917	3 750 974	
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12				
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Habitation	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18				
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	1 389 057	1 389 057	1 293 286	
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22				
Activités culturelles	23				
Réseau d'électricité	24				
	25	5 334 974	5 334 974	5 044 260	

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	30 457 252	25 442 338
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	30 457 252	25 442 338

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	73,00	37,00	141 131,00	9 095 214	2 135 271	11 230 485
Professionnels	2	6,00	35,00	11 307,00	559 232	75 349	634 581
Cols blancs	3	162,00	35,00	322 657,00	11 226 974	2 528 710	13 755 684
Cols bleus	4	114,00	37,00	229 453,00	8 262 690	1 766 955	10 029 645
Policiers	5	55,00	35,00	130 851,00	8 184 359	1 694 829	9 879 188
Pompiers	6	30,00	42,00	76 946,00	3 071 531	649 648	3 721 179
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	440,00		912 345,00	40 400 000	8 850 762	49 250 762
Élus	9	11,00			620 888	122 767	743 655
	10	451,00			41 020 888	8 973 529	49 994 417

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	182 945	18 190	41 338		242 473
Réseau de distribution de l'eau potable	3	32 637	28 611	65 012		126 260
Traitement des eaux usées	4	63 654	32 340	73 486		169 480
Réseaux d'égout	5	139 177	181 237	411 815		732 229
Autres	6	5 635 923	1 985 723	897 188	50 591	8 569 425
	7	6 054 336	2 246 101	1 488 839	50 591	9 839 867

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	901 911	801 004
	4	901 911	801 004
Sécurité publique			
Police	5	13 595	7 823
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	143 041	137 130
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	156 636	144 953
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	894 502	726 603
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	894 502	726 603
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	51 908	37 916
Réseau de distribution de l'eau potable	18	76 910	80 540
Traitement des eaux usées	19	20 983	20 668
Réseaux d'égout	20	73 880	57 286
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21	5 642	5 367
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25	3 116	4 107
Autres	26		
	27	232 439	205 884
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33	1 619	3 555
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37	1 619	3 555
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	223 739	139 822
Activités culturelles			
Bibliothèques	39	87 597	88 217
Autres	40	18 451	19 684
	41	329 787	247 723
Réseau d'électricité	42		
	43	2 516 894	2 129 722

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Carignan Lefebvre Nicole	1.1	Conseiller	30 402	13 730		
Goyer Daniel	1.2	Conseiller	30 402	13 730		
Labelle Michèle	1.3	Conseiller	30 402	13 730		
Lamarre Marc	1.4	Conseiller	30 402	13 730		
Lefebvre Isabelle	1.5	Conseiller	31 420	14 239		
Mallette Sylvie	1.6	Conseiller	30 402	13 730		
Mattioli Isabelle	1.7	Conseiller	30 961	14 010		
Paquette Patrice	1.8	Conseiller	32 060	14 559		
Roy Yves	1.9	Conseiller	31 942	14 501		
Tessier Raymond	1.10	Conseiller	30 402	13 730		
Charron Pierre	1.11	Maire	112 047	19 525	62 169	

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

OUI NON

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 2 000 000 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 3 957 754 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 4 ☒ ☐

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus 7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges 11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie 12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs 14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 16 _____ \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer 17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme 19 _____ \$

Ligne 24 : Libres 20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts 21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts 22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice 23 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice 24 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice 25 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	28	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	32	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	35	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	_____	\$
Ligne 24 : Libres	41	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	_____	\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

44 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

45 _____ 18 361 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

46 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

47 _____ 1 326 635 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

48 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

49 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

50 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

51 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54 ☐ ☒

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55 ☐ ☐

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ 274 469 \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60 ☐ ☒

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65 ☐ ☒
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66 ☐ ☐
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 _____ \$
 - Systèmes de drainage 76 _____ \$
 - Abords de routes 77 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des routes locales de niveaux 1 et 2 :

a) Numéro de la résolution

82 _____

b) Date d'adoption de la résolution

83 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

84 ☒ ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

85 _____ 2019-10-650

b) Date d'adoption de la résolution

86 _____ 2019-10-15

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

87 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

88 _____

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5)

89 _____ 3

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8)

90 _____

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9)

91 _____ 1

f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10)

92 _____ 1

g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11)

93 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16)

94 _____ 3 722

i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

95 _____ 1 343

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

96 _____ 9

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

La question 16 s'applique aux MRC seulement

97

☐
☒

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 ☒☐

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2 ☒☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3 ☐☒

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4 ☐☒

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5 ☐☒

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6 ☐☒

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7 ☐☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8 ☐☐

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☒ J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☒ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☒ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-05-12

Nom du signataire : Isabelle Boileau

Fonction du signataire : greffière/directrice affaires juridiques

Date de transmission au Ministère : 2025-05-13

Date et heure de la dernière modification : 2025-05-13 11:29

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023 Administration municipale	Budget 2024 Administration municipale	Administration municipale	Réalisations 2024 Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	105 187 730	103 151 190	108 862 234	4 795 576	109 599 726
Investissement	2	8 573 646		6 719 917		6 719 917
	3	113 761 376	103 151 190	115 582 151	4 795 576	116 319 643
Charges	4	100 489 229	108 936 900	108 680 900	3 735 807	108 371 254
Excédent (déficit) lié aux activités	5	13 272 147	(5 785 710)	6 901 251	1 059 769	7 948 389
Moins : revenus d'investissement	6 (	8 573 646)(	)(	6 719 917)(	)(	6 719 917)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	4 698 501	(5 785 710)	181 334	1 059 769	1 228 472
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	13 526 034	14 370 000	14 371 952	839 496	15 211 448
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10 (	9 911 569)(	10 344 000)(	10 244 000)(	1 830 931)(	12 074 931)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	3 523 652)(	209 400)(	890 804)(	)(	890 804)
Excédent (déficit) accumulé	12	1 006 901	1 969 110	1 631 454		1 631 454
Autres éléments de conciliation	13	765 748		190 265		190 265
	14	1 863 462	5 785 710	5 058 867	(991 435)	4 067 432
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	6 561 963		5 240 201	68 334	5 295 904

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024	2023
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	7 035 781	10 717 476	11 765 226
Débiteurs	2	47 636 240	40 006 323	39 997 242
Prêts	3			
Placements de portefeuille	4	15 455 578	10 513 128	10 513 128
Autres	5	255 415	374 667	374 667
	6	70 383 014	61 611 594	62 650 263
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7			
Emprunts temporaires	8			
Créditeurs et charges à payer	9	21 875 489	25 482 774	25 785 377
Revenus reportés	10	4 553 902	3 278 272	3 307 898
Dette à long terme	11	93 483 356	93 777 048	105 197 885
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12	1 267 685	678 512	678 512
Autres	13	408 000	408 000	658 175
	14	121 588 432	123 624 606	135 627 847
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(51 205 418)	(62 013 012)	(72 977 584)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	16	275 654 597	291 636 227	311 116 789
Autres	17	3 106 529	4 833 742	4 851 843
	18	278 761 126	296 469 969	315 968 632
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	13 725 947	9 057 571	9 890 743
Excédent de fonctionnement affecté	20	3 613 010	2 505 072	2 505 072
Réserves financières et fonds réservés	21	5 430 302	5 850 535	5 850 535
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22 (	1 326 133)(	1 132 768)(	1 132 768)(
Financement des investissements en cours	23	20 753 846	15 220 499	15 220 499
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	185 358 736	202 956 048	210 907 142
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25			(250 175)
	26	227 555 708	234 456 957	242 991 048

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS**
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Engagements	1.1	373 781	486 067
▪ Oeuvre d'arts	1.2	5 500	
▪ Transport collectif	1.3	1 059 823	1 059 823
▪ Équilibre budgétaire	1.4	660 920	1 321 890
▪ Élections	1.5		
▪ Foresterie urbaine	1.6		160 000
▪ Pavage	1.7	400 000	400 000
▪ Développement économique	1.8	48	48
▪ Maison Lazardées	1.9	5 000	
	2	2 505 072	3 427 828
Organismes contrôlés et partenaires ¹	3		
	4	2 505 072	3 427 828
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Revitalisation	5.1	33 679	76 180
▪ Patrimoniale	5.2	650 244	615 735
▪ Environnement/climatique	5.3	571 762	800 555
▪ Stabilisation dépenses	5.4	1 504 544	1 258 964
▪ Stabilisation dépenses eaux	5.5	69 117	471 135
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenaires	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7	809 033	905 070
Organismes contrôlés et partenaires	8		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9	1 906 384	1 220 848
Organismes contrôlés et partenaires	10		
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	287 470	185 182
Autres			
▪ Fonds stationnement	14.1		63 513
▪ Fonds parcs	14.2	18 302	18 302
	15	5 850 535	5 615 484
	16	8 355 607	9 043 312

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenaires.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	88 201 557
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	107 775 896
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25</i>		

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	1 916 399	1 235 008
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	89 157 504	91 458 743
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	14 619 934	14 482 018
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	105 693 837	107 175 769

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	77 236 982	80 925 150	81 421 354	80 871 802
Compensations tenant lieu de taxes	13	1 933 336	2 006 230	1 998 706	1 998 706
Quotes-parts	14				
Transferts	15	3 216 406	5 035 310	6 104 927	6 100 917
Services rendus	16	5 366 687	5 634 080	6 544 669	7 774 157
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	12 698 697	8 395 420	10 335 522	10 397 028
Autres	18	4 735 622	1 155 000	2 457 056	2 457 116
	19	105 187 730	103 151 190	108 862 234	109 599 726
Investissement					
Taxes	20			17 337	17 337
Quotes-parts	21				
Transferts	22	7 927 375		3 734 940	3 734 940
Autres	23	646 271		2 967 640	2 967 640
	24	8 573 646		6 719 917	6 719 917
	25	113 761 376	103 151 190	115 582 151	116 319 643

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
Administration générale	1	14 434 989	933 037	15 368 026	15 665 903	13 698 960
Sécurité publique						
Police	2	16 071 989	275 557	16 347 546	16 270 909	15 132 894
Sécurité incendie	3	6 659 568	541 655	7 201 223	7 201 223	6 833 157
Autres	4	470 532	16 817	487 349	487 349	426 012
Transport						
Réseau routier	5	12 123 361	5 101 147	17 224 508	17 224 508	17 201 804
Transport collectif	6	3 955 695		3 955 695	3 955 695	3 761 074
Autres	7	199 563		199 563	199 563	156 558
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	9 509 783	5 127 838	14 637 621	14 637 621	12 543 329
Matières résiduelles	9	6 665 544	15 502	6 681 046	6 681 046	5 877 421
Autres	10	1 096 308		1 096 308	1 096 308	723 317
Santé et bien-être	11	286 780		286 780	286 780	246 448
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 570 040	30 644	1 600 684	935 167	924 306
Promotion et développement économique	13	1 235 608		1 235 608	1 282 681	1 121 687
Autres	14	1 909 008		1 909 008	2 487 479	2 788 594
Loisirs et culture	15	15 603 286	2 329 755	17 933 041	16 823 473	15 876 677
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	2 516 894		2 516 894	3 135 549	2 814 602
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	94 308 948	14 371 952	108 680 900	108 371 254	100 126 840
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	14 371 952 (	14 371 952)			
	21	108 680 900		108 680 900	108 371 254	100 126 840

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Réalisations 2024		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus d'investissement	1	8 573 646	6 719 917		6 719 917
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	25 442 338)(	30 457 252)(	104 141)(	30 561 393)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	680 527)(	2 265 678)(	) (	2 265 678)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	10 000 000	10 593 000		10 593 000
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	3 523 652	890 804		890 804
Excédent accumulé	6	17 249 789	10 123 776		10 123 776
	7	4 650 576	(11 115 350)	(104 141)	(11 219 491)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	13 224 222	(4 395 433)	(104 141)	(4 499 574)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14